L'ÉTINCELLE

Solvay Saint-Fons

Lundi 22 juin 2020

Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Karl Marx)

Le confinement s'arrête… et la lutte des classes rebondit !

Samedi dernier 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers (ces « premiers de corvée », y compris pendant toute la période de confinement) a rassemblé au moins autant de participants que la précédente, samedi 30 mai : plusieurs dizaines de milliers. Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières, parti des États-Unis, se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont, elles aussi, réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très importants en régions. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme institutionnel s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire. Pour le gouvernement, qui avoue redouter une révolte de la jeunesse, le mot d'ordre est simple : matraquer les jeunes pour mieux exploiter ou licencier leurs parents.

Matraquer les uns pour mieux exploiter les autres

Le dernier exemple en date est cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin dernier. Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches. De fait la colère du monde hospitalier se superpose aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières. Le 16 juin les blouses blanches (en « colère noire ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays. Mais elles s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. C'est pourquoi, malgré le bégaiement gouvernemental, Macron a finalement choisi son camp. Dans son allocution du 14 juin, reprenant la rhétorique de l'extrême-droite, il a assuré la police de son soutien (comprendre : la garantie de l'impunité dont elle bénéficie) tout en traitant mensongèrement de « séparatistes » les manifestants contre le racisme.

Pas de justice, pas de paix

Le combat de la jeunesse contre le racisme et les violences policières ainsi que son cri de ralliement, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel politique immense. Oui, la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires. Pendant que les milliards affluent sur les grandes entreprises du Cac 40, la militarisation croissante de la police se déchaîne à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais aussi sévit contre les grèves et les manifestations. La police et la justice montrent le même mépris pour les ouvriers et chômeurs en Gilets jaunes des petites villes que pour les ouvriers et chômeurs d'origine immigrée des banlieues pauvres des grandes villes. Tout comme le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants qui se refusent à l'exercice trompeur du dialogue social.

Oui, il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes, pour combattre les contrôles au faciès, les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant de s'unir contre toutes ces tares criminelles de la société capitaliste.

La « solidarité » à la mode patronale

On parle beaucoup des DVS, les départs volontaires de solidarité. Départs, on sait ce que c'est, et tant mieux si ça permet à ceux qui le veulent de se reconvertir ou de partir en retraite un peu plus tôt. Volontaire… à relativiser, puisque c'est le patron qui décidera s'il accepte un départ ou pas. Et solidarité ? « Solidarité » avec ceux dont le poste est supprimé et qui veulent être reclassés ! Ceux de Collonges, par exemple. Mais la direction pourrait bien en profiter pour supprimer les postes des volontaires, y compris sur l'usine.

Qu'on les prenne par un bout ou par l'autre, les DVS servent de couverture à des suppressions de postes. Ainsi, Solvay apporte sa contribution à la flambée actuelle du chômage. À notre échelle, on connaît déjà les conséquences : moins de monde pour la même charge de travail, des collègues en intérim contraints d'y rester. Ce n'est pas de ça dont on a besoin, mais d'embauches !

Réunions bien cadenassées

La hiérarchie initie une série de réunions sur les procédures de travaux. Il y a même une poignée d'opérateurs dépostés pour jouer à la démocratie.

Si le but est de régler les nombreux problèmes posés par ces procédures, pourquoi pas. Mais on imagine bien que c'est la direction qui fixe les limites de l'exercice. Pas question de parler d'effectifs supplémentaires pour faire le boulot correctement.

C'est le charme du « management participatif » : la direction nous laisse trouver tout seul la manière de faire le travail supplémentaire qu'elle a décidé pour nous. Alors les cadenas qu'on va vous faire poser en plus, vous les voulez de quelle couleur ?

Une autre manière de faire serait de pas tomber dans le panneau et de prendre en main nos demandes et notre sécurité. Par exemple, en revendiquant clairement des embauches dans les équipes pour avoir le temps et l'expérience nécessaires aux mises à dispo.

« Aucun être humain n'est illégal »

Samedi 20 juin des dizaines de milliers de personnes ont, à nouveau, manifesté dans toute la France pour revendiquer le droit au travail et la régularisation des sans-papiers. Bravant la répression, ils se sont fait entendre dans les rues en respectant les distances sanitaires et en portant le masque. Et pour cause, dans les métiers qu'ils exercent bien souvent, ils ont été nombreux à être en première ligne pendant la crise sanitaire. Les revendications sont simples : obtenir les mêmes droits que les autres travailleurs ! Il faudra être à leurs côtés pour l'imposer.

Pôle embrouille

Conseiller pour Pôle emploi à Rennes, Yann Gaudin s'est vu convoqué par sa direction pour entretien préalable au licenciement. Sa faute ? Avoir fait son travail ! Le conseiller, qui informait les chômeurs de leurs droits, aurait permis à des centaines de bénéficiaires de récupérer en tout 200 000 euros d'allocations non versées. Inacceptable pour l'agence, d'autant plus que Yann Gaudin dénonçait les pratiques frauduleuses de son employeur : par exemple « des salaires exclus automatiquement par le système de calcul des allocations chômage ». Ainsi, non content de rogner toujours plus sur les allocations, Pôle emploi, et derrière lui, l'État, magouille pour réduire encore le peu qui revient aux chômeurs.

Une bien belle « mission sociale » que celle qui consiste à priver les chômeurs de leurs droits et à réprimer ceux qui tentent de les aider.



POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER
@ETINCELLE_NPA
YouTube
CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES
Site internet :
www.convergencesrevolutionnaires.org
Mail : etincelle.69@hotmail.fr

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !